

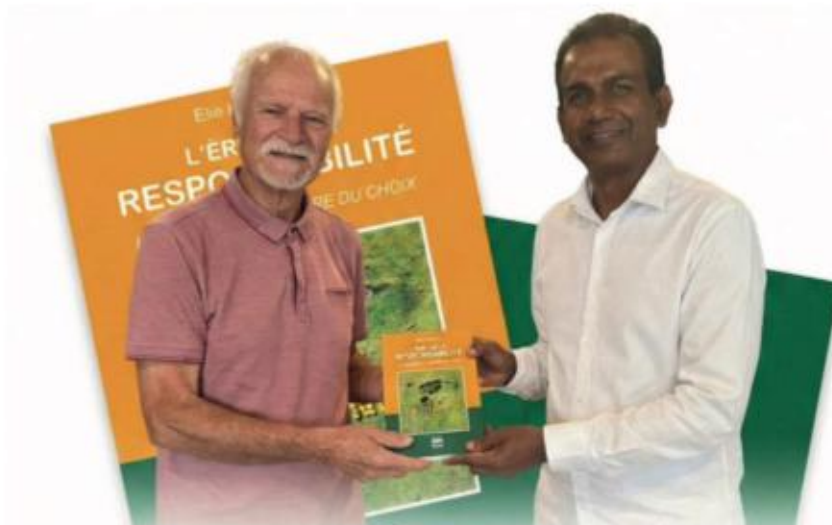
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21972 - 81ÈME ANNÉE

Hier à Saint-Louis : conférence organisée par Philippe Lăinin Rangama avec Élie Hoarau

L'heure de la responsabilité collective



Le 16 janvier 2026, à Saint-Louis, une conférence organisée par Philippe Lăinin Rangama avec Élie Hoarau a invité à penser l'avenir à la lumière de l'expérience. À l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars, ce temps d'échange a porté sur la réconciliation, la responsabilité collective et les grands défis de Saint-Louis.

Le 16 janvier 2026, à Saint-Louis, une conférence politique s'est tenue à l'initiative de Philippe Lăinin Rangama, tête de liste aux municipales des 15 et 22 mars, avec la participation d'Élie Hoarau. Un moment fort, placé sous le signe de l'expérience, de l'union et de la responsabilité, face aux urgences sociales qui frappent la commune.

L'expérience comme boussole

Élie Hoarau n'est pas un simple observateur de la vie politique réunionnaise. Ancien maire de Saint-Pierre, député, député européen et conseiller régional, il a exercé l'ensemble des mandats issus du suffrage universel. Aux côtés de Paul Vergès, il a participé à la construction de la Réunion moderne, en défendant des outils aujourd'hui incontournables comme l'intercommunalité et les sociétés d'économie mixte, hier combattues, aujourd'hui reconnues.

Auteur de « L'ère de la responsabilité », Élie Hoarau a rappelé une vérité essentielle : on ne bâtit pas l'avenir en niant l'histoire. Une leçon qui trouve un écho particulier à Saint-Louis.

Rompre avec les dérives du passé

Saint-Louis a payé cher les ruptures de confiance entre élus et population. Des pratiques politiques ont durablement fragilisé la commune et nourri le discrédit. Depuis 2008, Philippe Lainin Rangama défend une autre voie avec le PEUP — Parti pour l'Éducation et l'Union Populaire : une politique fidèle à ses convictions, au service de l'intérêt général.

L'union comme condition du progrès

L'histoire réunionnaise le démontre : chaque fois que l'union la plus large a été portée au pouvoir, la population en a été collectivement bénéficiaire. Du CRADS en 1945 aux majorités d'union conduites par Paul Vergès dans les années 1990 et 2000, les avancées majeures sont nées du rassemblement. Ce qui a été possible hier peut l'être à nouveau à l'échelle de Saint-Louis.

Faire face aux urgences sociales

Chômage massif, pauvreté, perte d'attractivité économique, crise de la mobilité, pression sur la ressource en eau, retard dans la transition énergétique : les défis sont connus. La conférence a mis en lumière une conviction partagée : aucune transformation durable n'est possible sans responsabilité collective et engagement citoyen.

Un choix politique clair

À l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars, cette rencontre a rappelé une évidence : le changement ne viendra ni des promesses creuses ni des divisions. Il viendra de l'union, de la fidélité à l'histoire de Saint-Louis et de l'engagement conscient des citoyennes et citoyens pour reprendre en main leur avenir commun.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

L'extrême droite française attaque les Mairies à 3 mois des élections

Le RN fait baisser de près de 5 milliards d'euros la subvention de l'État aux collectivités

À trois mois des élections municipales, l'extrême droite française organise sciemment l'asphyxie financière des Mairies. En faisant adopter une baisse historique de près de 5 milliards d'euros des dotations de l'État aux collectivités, le Rassemblement national mise sur le chaos pour affaiblir la démocratie locale. Une stratégie dangereuse qui rappelle les heures sombres de l'histoire et exige une vigilance accrue, notamment à La Réunion.

L'histoire nous l'a appris dans la douleur : lorsque la République vacille, l'extrême droite avance. En 1940, la défaite causée par les chefs militaires française et le chaos politique ont ouvert la voie à Pétain et à la destruction de la République. Aujourd'hui, le Rassemblement national emploie une autre arme, moins visible mais tout aussi redoutable : l'asphyxie financière des collectivités locales, pilier de la démocratie de proximité.

Le 14 janvier, à l'Assemblée nationale, le RN a obtenu une victoire aussi grave que révélatrice. Contre l'avis du gouvernement, un amendement réduisant de 4,9 milliards d'euros la dotation globale de fonctionnement (DGF) des collectivités territoriales a été adopté. Cette décision n'est ni accidentelle ni technique. Elle est politique. Elle vise directement les Mairies, les départements et les régions, c'est-à-dire les institutions les plus proches des citoyens.

Organiser sciemment l'asphyxie financière des Mairies

Le RN prétend justifier cette coupe massive par la lutte contre le « millefeuille territorial ». Un argument fallacieux. En réalité, cette baisse brutale des moyens frappe les services publics locaux : écoles, crèches, transports, action sociale, culture. Elle fragilise les communes déjà en difficulté et crée les conditions d'un mécontentement populaire que l'extrême droite espère exploiter électoralement.

Cette manœuvre a été rendue possible par une stratégie cynique. Tandis que les députés RN, rejoints par des ex-UMP devenus pro-RN, étaient massive-

ment présents dans l'hémicycle, les autres groupes brillaient par leur absence. Résultat : 77 voix contre 37 ont suffi pour faire passer un amendement lourd de conséquences pour des millions de citoyens.

À trois mois des élections municipales, le calendrier ne doit rien au hasard. En affaiblissant financièrement les Mairies, le RN espère provoquer une crise de gestion locale, nourrir la défiance envers les élus en place et se présenter comme une prétendue alternative « anti-système ». C'est une stratégie du chaos, déjà vue ailleurs, toujours dangereuse, toujours destructrice.

Ouvrir un boulevard aux discours racistes et réactionnaires

À La Réunion, cette attaque revêt une gravité particulière. Les collectivités réunionnaises, confrontées à des défis sociaux majeurs, dépendent fortement des dotations de l'État. Les priver de près de 5 milliards d'euros au niveau national, c'est aggraver les inégalités, fragiliser la cohésion sociale et ouvrir un boulevard aux discours racistes et réactionnaires du parti d'extrême droite français.

Face à cette offensive, la vigilance est une nécessité démocratique. Défendre les Mairies, c'est défendre la République, les services publics et l'égalité. Refuser le chaos organisé par l'extrême droite, c'est refuser que l'histoire bégaie une nouvelle fois au détriment du peuple.

M.M.

Oté

Dann tout Lo pli for lé pa touzour sak ni kroi

Mézami mi rapèl in n'afèr é sa i romonte dann tan mwin téi fé mon sèrviss militèr dann in kazèrn franssé mé dann l'Almagn pars dann tan-la dizon-in réstan d'la guèr 39/45- bann zalyé l'avé garde in sanblan lokipassyon dann gran péi i apèl lalmagn... Donk dann tan-la l'avé in paké la guèr d'libérasion é bann pèp san moyin téi vanj inkroyab kont bann péi rish é rishman armé. Mi rapèl dann tan-la, mwin konm d'ote nou téi suiv bann zartik dann zoinal Le monde pars linivèrsité téi rokomann anou la lèktir zoinal-la.

Souvan défoi dann nout formassion militèr, bann zofissyé té i ésplike anou kossa nou téi doi fèr pou défann lo péi-La franss mé la dsi alon pa tro ravaz guèp dann son ni.antouléka in zour l'avé in déba dsi la lite armé é bann piou-piou konm mwin nou téi partissip é bann zofissyé té i ankouraz anou kozé mèm si nout konportman té in pé loush-loush. Sé konmsa k'in zour pti solda kréol dann l'Almagn mwin la pran la parol pou ésplike avèk bann zarm sinp lété possib tir dsi bann l'avyon, bann shar épi fé bann zarm artizanal pou rézisté.

Mwin la pouss lo toupé ziska ésplike koman bann patriyot vietnamien l'avé roganiz azot pou vanj kont bann z'armé modèrn ; sé konmsa ké mwin la lir in lartik dsi lo dréssaz bann zabèye pou atak bann soldan vietnam di sid épi bann zamérikain, épi in kantité pyèz banna téi fé pou lité, san konté la pist ho-Chi-Minh. Dann tan-la nou lété familyarizé téorikman avèk la guèr popilèr.

Antouléka sé la k'mwin la aprann lo pli for lé pa touzour sak ni kroi é zordi ancor kan m i antann parl bann sipèr-puissanss épi bann pèp an lite sa i di amwin kékshoz : Nicaragua i di amwin kékshoz, vénèzuèla, Cuba, La Grenade, konm bann téroriss d'éta i di amwin kékshoz galman... Sé pou sa galman l'angola, la Guinée-Bissao, lo Mozambik la lute kont l'aparteid, toussa i di amwin kékskshoz konm lo prinssip k'i fo pa sédé dovan la forss inzist é brital.

A bon antandèr salu !

.

Justin